

*Initiatives ministérielles*

soit présent ce soir pour écouter mon discours. Je trouve qu'il a beaucoup de patience et j'aimerais qu'il soit un peu attentif aux commentaires que je veux faire.

Je sais très bien comme tout le monde que ce budget, c'est sa carte de Noël aux Canadiens. Quelques jours avant Noël, il dit à tous les Canadiens: Merry Christmas, Merry Christmas à tous! Merry Christmas, Joyeux Noël aux fonctionnaires de la fonction publique et Joyeux Noël aux chômeurs du Canada! Il s'en prend encore aux fonctionnaires publics.

On a vu il y a deux ans les fonctionnaires aller en grève, la première grande grève des fonctionnaires publics, qui a été désastreuse pour les services aux Canadiens, qui a été désastreuse pour eux-mêmes, mais qui plaident auprès du gouvernement pour être traités de façon juste. Par la suite, le gouvernement fédéral a adopté la nouvelle loi sur la fonction publique, le projet de loi C-26, où ils ont tout chambardé dans la gestion de la fonction publique. Au mois de novembre, ils ont coupé 2 p. 100 du budget de la fonction publique, ce qui s'est traduit par des coupures de services au public.

Je trouve tout à fait aberrant qu'un employeur maltraite constamment ses propres employés. Et puis, sans le dire, il maltraite aussi tous les Canadiens parce que ces fonctionnaires, ce sont les gens qui sont là pour aider le grand public; ce sont les fonctionnaires qui vérifient, à savoir si la nourriture est avariée ou non. Ce sont eux qui sont les contrôleurs pour les aéroports; ce sont eux qui font l'inspection pour qu'on soit protégés soit dans les produits de la santé, les produits pharmaceutiques, l'industrie du transport, dans à peu près toutes les industries imaginables au Canada. Ce sont eux qui mettent en application les lois qui protègent le public en général. Et on est là à les bafouer. Et ce qui est ironique, c'est qu'une grande partie des fonctionnaires sont des percepteurs de taxes. Je trouve cela tout à fait ridicule que le gouvernement bafoue ainsi ses fonctionnaires. On leur a dit il y a un an qu'ils auraient 0 p. 100 d'augmentation de salaire et que les deux années suivantes, ils auraient 3 p. 100. Maintenant, le ministre des Finances change d'idée, et ce n'est plus 0-3-3 p. 100, c'est devenu 0-0-0 p. 100. C'est sa façon de souhaiter, quelques jours avant Noël, Joyeux Noël à ses propres employés. Joyeux Noël aux gens qui sont là pour venir en aide au grand public, qui sont là pour aider les chômeurs, qui sont là pour aider les gens, à l'immigration, qui sont là, les responsables, aux douanes. C'est là une injustice.

Une autre grande injustice, c'est le fait que, au lieu de s'attaquer au chômage le gouvernement s'attaque aux chômeurs. On sait que l'an passé, la Loi sur l'assurance-chômage a été modifiée. Avant, il y avait un partenariat. Le gouvernement canadien contribuait le tiers; les em-

ployés et les employeurs contribuaient chacun leur tiers. Le gouvernement s'est arrangé pour se débarrasser du tiers qu'il contribuait et mettre toute la responsabilité du versement des primes d'assurance-chômage sur le dos des employés et des employeurs. Il disait que c'était la façon juste d'opérer. On voit tout à coup dans le budget que le ministre coupe de 60 p. 100 à 57 p. 100 les prestations aux nouveaux chômeurs. Ce sont ces gens, les chômeurs, à qui on devrait s'adresser pour leur donner un coup de pouce, et non pas un coup de pied. Il y a présentement 1,5 million de gens qui sont en chômage et qui reçoivent des prestations. On oublie souvent de dire que 2,3 millions de Canadiens vivent de l'assistance sociale. Cela veut donc dire que 3,8 millions d'adultes sont sans travail. Et là, on ne parle pas non plus des gens qui sont pauvres, des gens qui travaillent mais qui ne reçoivent que des miettes. Ils n'ont qu'un petit emploi qui ne dure que quelque temps, au salaire minimum. La plupart du temps ce sont des femmes qui occupent ces emplois. Souvent ce sont des personnes de familles monoparentales, qui ont la responsabilité d'une famille, qui ont un très petit emploi et qui se font taper dessus comme il faut. Il faut développer des emplois, car c'est le moteur de l'économie, ce qui fait vivre les Canadiens. Il ne faut pas faire ce que le gouvernement a fait en 1988-1989 avec l'Accord de libre-échange.

• (2120)

*[Traduction]*

L'Accord de libre-échange était censé créer des emplois. Il n'en a pas créé. Il était censé nous aider à exporter nos marchandises. Il ne nous a pas aidé à exporter nos marchandises, il a plutôt contribué à exporter des emplois.

Nous sommes censés venir en aide aux petites entreprises. Le gouvernement dit qu'il va inciter les banques à porter le plafond de 100 000 \$ à 250 000 \$ pour les prêts aux petites entreprises. Mais si vous êtes un député, les chefs de petite entreprise se présentent constamment à votre bureau pour vous voir. Comme nous le savons bien, il y a au Canada 932 396 petites entreprises, et elles créent 80 p. 100 des emplois.

Quatre-vingt-un pour cent de ces petites entreprises comptent moins de 50 employés. Ce sont elles qui créent les emplois. Ces chefs de petite entreprise vous diront qu'ils ne peuvent pas obtenir de prêts. Les banques sont nerveuses. Les chefs d'entreprise ne peuvent pas emprunter sur la foi de leur investissement; ils ne peuvent pas emprunter sur l'investissement qu'ils ont fait dans leur entreprise. Ils doivent mettre leur propre maison en nantissement pour obtenir un prêt. C'est catastrophique.